



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Bureau de la modernisation
et des missions transversales

Melun, le **15 MARS 2024**

Arrêté n° 2024-BMMT-PEPR-06
réglementant la circulation et l'exploitation des taxis en Seine-et-Marne

Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code pénal ;

VU le Code de la route ;

VU le Code des collectivités territoriales ;

VU le Code des transports et notamment l'article L.3121 et suivants et R.3121-1 à R.3121-3 ;

VU le Code de la consommation ;

VU le Code du commerce ;

VU la loi n°2016-1920 du 29 décembre 2016 relative à la régularisation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes ;

VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 modifié relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de remise ;

VU le décret n°86/427 du 13 mars 1986 portant création de la commission des taxis et des voitures de petite remise ;

VU le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

VU le décret n°2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

VU le décret n°2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi ;

VU le décret n°2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure ;

- VU** le décret n°2019-1014 du 2 octobre 2019 relatif à la fin de validité des cartes professionnelles de chauffeur de voiture de tourisme et de conducteur de voiture de transport avec chauffeur délivrées avant le 1^{er} juillet 2017 ;
- VU** l'arrêté ministériel n°83-50/A du 3 octobre 1983 modifié relatif à la publicité des prix de tous les services ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 modifié relatif à l'information du consommateur sur les prix ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juillet 2001 modifiant l'arrêté du 18 juin 1991 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique des véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 13 février 2009 relatif aux dispositifs répéteurs lumineux de tarifs pour taxis ;
- VU** l'arrêté du 30 juillet 2013 relatif à la justification de la réservation préalable des taxis ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 2 novembre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxis ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 août 2017 relatif à la formation continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur et à la mobilité des conducteurs de taxis ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 août 2017 relatif à l'agrément des centres de formation habilités à dispenser la formation initiale et continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transports avec chauffeur ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2018 relatif aux programmes et à l'évaluation des épreuves des examens d'accès aux professions de conducteur de taxi et de conducteur de voiture de transport avec chauffeur ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-BMMT-PEAR-10 du 08 juin 2021 réglementant la circulation et l'exploitation des taxis en Seine-et-Marne ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 juillet 2023 relatif aux véhicules de remplacement temporaire de taxis (taxis relais) ;
- VU** l'avis de la Commission locale des transports publics particuliers de personnes (CLT3P) du 14 décembre 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024-BMMT-PEPR-05 du 04 mars 2024 réglementant la circulation et l'exploitation des taxis en Seine-et-Marne ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n°2024-BMMT-PEPR-05 du 04 mars 2024 est entaché d'une erreur matérielle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'arrêté préfectoral n°2024-BMMT-PEPR-05 du 04 mars 2024 réglementant la circulation et l'exploitation des taxis en Seine-et-Marne est abrogé.

Article 2 . - Les taxis, tels qu'ils sont définis par l'article L.3121-1 du Code des transports sont soumis, dans le département de Seine-et-Marne, aux dispositions du présent arrêté.

TITRE I – LE CONDUCTEUR DE TAXI

Article 3 . - Le conducteur de taxi doit, avant de commencer son service, s'assurer qu'il est muni de l'ensemble des pièces réglementaires exigées pour la conduite d'un taxi, que son véhicule est en ordre de marche et en bon état de propreté extérieure et intérieure, qu'il est muni des équipements spéciaux mentionnés aux articles 6 et 7 et que ces équipements fonctionnent normalement.

Article 4 . - Le conducteur de taxi en service doit, en complément des pièces nécessaires à la conduite d'un véhicule, être porteur des documents suivants :

- 1° Sa carte professionnelle qui doit être apposée sur la vitre avant du véhicule de telle façon que la photographie soit visible de l'extérieur,
- 2° L'autorisation de stationnement délivrée par l'autorité compétente et comportant le numéro d'immatriculation du véhicule,
- 3° L'attestation de suivi du stage de la formation continue datant l'un ou l'autre de moins de cinq ans,
- 4° L'attestation délivrée par le préfet après vérification médicale de l'aptitude physique prévue à l'article R.221-10 du Code de la route,
- 5° Le carnet de métrologie,
- 6° Le justificatif d'assurance pour le transport de personnes à titre onéreux.

Article 5 . - Le conducteur de taxi en service doit présenter les pièces nécessaires à la conduite du taxi aux agents des forces de l'ordre sur simple justification de leur qualité. Il doit répondre à toute question relative au service posée par ces agents ou les autorités publiques.

En outre, si son véhicule est muni d'un appareil émetteur ou récepteur de radiophonie, il doit permettre aux agents des forces de l'ordre d'utiliser cet appareil le temps voulu pour procéder aux vérifications nécessaires.

TITRE II – LE VÉHICULE ET SON ÉQUIPEMENT

Article 6 . - Un véhicule ne peut être mis ou maintenu en circulation en tant que taxi s'il n'a pas satisfait au contrôle technique prévu à l'article 14 du décret du 2 mars 1973 susvisé.

Tout véhicule utilisé en tant que taxi doit disposer d'au moins trois portes latérales.

Est interdite l'installation dans le véhicule ou à l'extérieur de celui-ci de tout appareillage susceptible de mettre en cause la sécurité du conducteur, des passagers ou des usagers de la voie publique, notamment en cas d'accident.

Le titulaire de l'autorisation de stationnement doit souscrire une assurance couvrant les risques des voyageurs et des tiers.

Article 7 . - Le taxi doit être obligatoirement pourvu d'un terminal de paiement électronique en état de fonctionnement, visible et tenu à disposition du client (article L.3121-1 et R.3121-1 du Code des transports) ainsi que des équipements suivants qui doivent être conformes à la réglementation en vigueur :

1° Un compteur horokilométrique homologué, dit taximètre, installé dans le véhicule de telle sorte que le prix à payer et les positions de fonctionnement (A, B, C, D) puissent être lus de leur place par les clients. L'installation de tout appareillage ou objet susceptible de gêner la lisibilité du compteur est interdite.

Le taximètre permet l'édition automatisée d'un ticket comportant les mentions prévues par arrêté du ministre chargé de l'Économie, notamment en vue de porter à la connaissance du client les composantes du prix de la course.

Les taximètres sont soumis à la vérification primitive, à la vérification périodique et à la surveillance prévues par le décret du 3 mai 2001 susvisé suivant les modalités fixées dans leurs arrêtés d'application.

2° Un dispositif lumineux de couleur blanche portant la mention TAXI fixé sur la partie avant du toit de la voiture. Une dérogation portant sur la couleur du lumineux peut être accordée, après avis de la CLT3P, uniquement quand la nouvelle couleur demandée a pour but d'identifier un taxi sur une commune de rattachement d'au moins 20 000 habitants.

Le dispositif lumineux doit être :

- illuminé en vert lorsque le taxi est en service, qu'il est libre et circule dans sa commune ou son aéroport de rattachement,
- illuminé en rouge lorsque le taxi est en charge ou réservé,
- éteint dans les autres cas.

Est considéré en service, tout véhicule taxi ayant le dispositif lumineux non occulté.

3° La commune de rattachement doit être indiquée sur la face avant du dispositif lumineux et en lettres capitales.

4° La commune de rattachement et le numéro de l'autorisation de stationnement doivent être mentionnés sur la plaque de stationnement.

5° Les lettres A, B, C, D indiquant la position de fonctionnement du compteur doivent être disposées par ordre alphabétique de gauche à droite pour un observateur placé devant le taxi. Elles sont de couleur noire sur fond blanc pour le tarif A, orange pour le tarif B, bleu pour le tarif C et vert pour le tarif D lorsque le tarif correspondant est enclenché.

6° L'indication du tarif doit être éclairé de manière automatique et non ambiguë quand le tarif correspondant est sélectionné sur le taximètre. Cette indication doit être visible de jour comme de nuit quelles que soient les conditions d'ambiance lumineuse.

L'installation des équipements mentionnés au 1° et 2° est effectuée par un organisme agréé pour la vérification et l'installation des taximètres.

Celui-ci ne peut effectuer d'installations de ces équipements pour un taxi de Seine-et-Marne sans que le demandeur ait présenté à celui-ci l'autorisation de stationnement délivrée par l'autorité compétente.

L'organisme agréé pour la vérification et l'installation des taximètres tient un registre à disposition de la préfecture mentionnant le nom du titulaire de l'ADS, la date d'installation ou de dépose, l'immatriculation du véhicule, la commune de stationnement et son numéro.

Article 8 . - Location-gérance (L3221-1-2 du Code des transports).

Le titulaire d'une autorisation de stationnement de taxi ne peut louer son taxi qu'à un seul locataire-gérant.

Un véhicule loué ne peut plus être conduit par le titulaire de l'autorisation de stationnement.

La location du taxi inclut la location du véhicule et de l'autorisation de stationnement qui sont indissociables.

Article 9 . - Véhicule taxi de relais.

Un « taxi relais » est un véhicule utilisé temporairement en cas d'immobilisation d'origine mécanique, à la suite d'une panne ou d'un accident, ou de vol d'un véhicule taxi ou de ses équipements spéciaux.

Le taxi relais doit disposer des équipements taxis énumérés à l'article R. 3121-1 du Code des transports.

L'autorisation de stationnement utilisée pour exercer avec le taxi relais est celle du taxi immobilisé dont il prend le relais.

Une plaque correspondant à celle portant le numéro de l'autorisation de stationnement du taxi remplacé doit être apposée sur le taxi relais. Cette plaque doit respecter les formats et dimensions définis par arrêté du préfet.

Le taxi relais respecte les exigences fixées par le préfet en application de l'article R. 3121-3 du Code des transports, en matière de contrôle technique et de caractéristiques,

notamment en matière d'ancienneté maximale ou de dimension minimale, sauf s'il s'agit des véhicules hybrides et électrique mentionnés à l'article L. 3120-5.

Le taxi relais doit utiliser le même paramétrage tarifaire que le taxi remplacé.

La mention « TAXI RELAIS » ou « RELAIS » est affichée de manière visible depuis l'extérieur, sur le véhicule relais. Cette mention est complétée du numéro d'ordre du véhicule dans le répertoire mentionné au deuxième alinéa de l'article 3. Le dispositif d'affichage est constitué de deux autocollants rectangulaires, non repositionnables, dont l'impression se fait sur fond transparent avec des caractères de couleur noire pour les vitrages transparents et blancs pour les vitrages teintés. Ces autocollants, de dimension 148 x 105 millimètres, sont apposés, pour l'un, en haut à droite sur le pare-brise avant et pour l'autre, sur la lunette arrière, en bas, côté droit. Les caractères sont écrits avec une police Arial de taille minimale 90.

Sont conservés à bord du taxi relais pour présentation aux agents chargés des contrôles :

- l'arrêté portant autorisation de stationnement du véhicule remplacé ou, l'original de la carte de stationnement du véhicule remplacé sur le territoire de compétence du préfet ;
- l'original ou la copie du certificat d'immatriculation du véhicule remplacé ;
- le justificatif d'assurance mentionné à l'article R. 3120-4 du Code des transports ;
- tout document attestant de l'indisponibilité du taxi dont le véhicule de remplacement prend le relais notamment le justificatif de dépôt dans un garage de réparation automobile ou en cas de vol, la déclaration de vol auprès des forces de l'ordre ;
- en cas de location du taxi relais, le contrat de location.

Tout détenteur d'un taxi relais doit le déclarer auprès du préfet. Le préfet gère un répertoire numéroté des taxis relais susceptibles d'être utilisés dans sa zone de compétence. Ce répertoire, qui est public, comprend notamment les immatriculations des taxis relais et les noms et coordonnées des entreprises qui exploitent ou louent ces véhicules. Le préfet en précise, le cas échéant, les modalités de gestion. Afin d'assurer la bonne information des usagers et des professionnels du secteur et de lutter contre la fraude, le préfet peut préciser des conditions particulières de mise en circulation ou d'utilisation temporaire des taxis relais sur son territoire de compétence.

Tout contrevenant aux dispositions prévues aux articles 1er à 3 s'expose aux sanctions prévues à l'article L. 3124-1 ou L. 3124-11 du Code des transports.

TITRE III – TARIFS DES COURSES ET PUBLICITÉ DES TARIFS

Article 10 . - Les tarifs limites des taxis sont fixés par arrêté préfectoral.

Le conducteur de taxi doit mettre son compteur en position de fonctionnement dès le début de la course en appliquant les tarifs réglementaires. La course débute dès que le taxi

quitte son arrêt après la prise en charge du client. Lorsque le tarif applicable change au cours d'une course, le conducteur signale oralement le changement au client.

Si la course fait l'objet d'une commande préalable, le compteur ne peut être mis en mouvement que lorsque le conducteur se rend sur le lieu de rendez-vous. La preuve de la réservation préalable est subordonnée à la présentation d'un support papier ou électronique portant les mentions fixées par l'arrêté du 30 juillet 2013 susvisé.

Le compteur doit être placé à la position correspondant au paiement lorsque la course est terminée. Le prix de la course est inscrit au compteur. Au prix indiqué s'ajoutent les suppléments réglementaires.

Article 11 . - Publicité des tarifs.

En application des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 susvisé, le montant de la prise en charge, les tarifs kilométriques, d'attente et de marche lente ainsi que ceux de tous les suppléments autorisés doivent être affichés dans le véhicule et être parfaitement lisibles de toutes les places où les clients sont assis.

Ces derniers doivent pouvoir également prendre connaissance par simple lecture, de leurs places, des sommes inscrites au compteur.

Article 12 . - Délivrance d'une note.

Une note est obligatoirement remise au client lorsque celui-ci la réclame ou lorsque la somme totale à payer est égale ou supérieure à vingt-cinq euros. Une affiche placée dans le taxi, visible du client au moment où il règle le prix, indique ces dispositions en caractères lisibles. Elle indique clairement que le client peut demander que la note mentionne son nom ainsi que le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course.

Pour les courses payées par les collectivités locales ou les personnes morales, la note peut être remplacée par une facture récapitulative conforme au Code de la consommation.

Article 13 . - Conformément à l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 susvisé, doivent être imprimés sur la note :

- la date de rédaction de la note,
- les heures de début et de fin de la course,
- le nom ou la dénomination du véhicule utilisé,
- l'adresse postale à laquelle peut être adressée une réclamation,
- le montant de la course minimum, le prix de la course toutes taxes comprises

hors suppléments.

Doivent être imprimés, soit portés de manière manuscrite :

- la somme totale à payer toutes taxes comprises qui inclut les suppléments,
- le détail de chacun des suppléments autorisés. Ce détail est précédé de la mention « supplément (s) »
- à la demande du client, son nom ainsi que les lieux de départ et d'arrivée.

L'original de cette note doit être remis au client. Le double est conservé par l'exploitant du taxi pendant deux ans et classé par ordre de rédaction.

Article 14 . - Le non-respect des règles rappelées aux articles 11, 12 et 13 relatives à l’affichage des tarifs, à l’information sur la délivrance de notes ainsi qu’à la remise de notes conformes constitue une infraction passible de la peine d’amande prévue à l’article R.113-1 du Code de la consommation.

TITRE IV – RELATION AVEC LA CLIENTÈLE

Article 15 . - Publicité commerciale.

L’exploitant ou le conducteur de taxi qui fait de la publicité pour faire connaître son activité doit mentionner, en caractères prédominants, le nom de sa commune de rattachement.

Les taxis conventionnés par les caisses primaires d’assurance maladie ne peuvent utiliser que la mention « transport de malades assis » à l’exclusion de tout terme faisant référence à une activité médicale.

Article 16 . - Prise en charge de la clientèle.

Le conducteur de taxi en service doit :

- 1° Avoir une tenue propre et correcte,
- 2° Placer son véhicule sur les stations dans l’ordre d’arrivée, derrière le dernier véhicule et le faire avancer dans cet ordre vers la tête de station,
- 3° Prendre en charge les voyageurs qui le sollicitent si son véhicule se trouve sur une station, à quelque place que ce soit, ou circule sur la voie publique sauf dans les cas mentionnés aux 5°, 6° et 7° de l’article 17,
- 4° Ne prendre en charge, lorsqu’il existe des files d’attente, notamment dans les gares et les aéroports, que les voyageurs se trouvant dans ces files et dans l’ordre normal ; si un service d’ordre habilité est sur place, il doit se conformer à ses instructions,
- 5° Conduire les clients à l’adresse indiquée et les rejoindre en cas de commande préalable par le chemin le plus judicieux dans l’intérêt des clients sauf si ceux-ci en demandent un autre,
- 6° Arrêter son véhicule en cours de route à la demande des clients qui désirent soit faire descendre des personnes les accompagnant, soit faire monter d’autres personnes,
- 7° Se conformer au désir des clients pour faire fonctionner les appareils audiovisuels installés dans le véhicule et régler l’intensité de leur émission,
- 8° Déposer sous vingt-quatre heures les objets trouvés dans son véhicule au service des objets trouvés de sa commune de rattachement.

Article 17 . - Il est interdit au conducteur de taxi en service :

- 1° De refuser de prendre en charge des passagers lorsque le nombre de voyageurs autorisés par la carte grise du véhicule le permet sauf si les sièges correspondants ont été retirés du véhicule,
- 2° De refuser de prendre en charge des personnes handicapées même lorsqu’il est nécessaire de les aider pour prendre place à l’intérieur du taxi ou de prendre en charge leur fauteuil roulant ou les appareillages pliables,

- 3° De procéder au racolage de la clientèle, en la sollicitant, par le geste ou la parole, pour lui proposer un service de taxi,
- 4° D'attendre les voyageurs dans une voie où le stationnement est interdit ou impossible sans gêner la circulation,
- 5° De prendre en charge des voyageurs à une distance de moins de cinquante mètres d'une station pourvue de taxis libres,
- 6° De prendre en charge des voyageurs sur l'emprise des gares ou des aéroports en dehors des emplacements réservés à la prise en charge de la clientèle des taxis sauf s'il est réservé par un client,
- 7° De prendre en charge des voyageurs en dehors de sa commune de rattachement sauf s'il est réservé par un client,
- 8° De prendre en charge des voyageurs poursuivis par la police ou par la clameur publique,
- 9° D'être accompagné de personnes autres que des clients, sauf accord de ceux-ci,
- 10° De se montrer impoli, grossier ou brutal envers quiconque et notamment envers la clientèle,
- 11° De fumer dans le véhicule en service même si celui-ci n'est pas immédiatement occupé par un client,
- 12° De refuser le paiement d'une course par carte bancaire, quel qu'en soit le montant,
- 13° De refuser le paiement d'une course par chèque sauf si une affichette apposée sur le véhicule, et visible de l'extérieur, indique que le taxi n'accepte pas les chèques,
- 14° De solliciter des pourboires de quelque façon que ce soit ; toutefois, il lui est permis d'en accepter.

Article 18 . - Le conducteur de taxi peut :

- 1° Refuser les voyageurs dont la tenue ou les bagages sont de nature à salir ou à détériorer l'intérieur du véhicule,
- 2° Refuser les voyageurs en état d'ivresse manifeste,
- 3° Refuser les voyageurs accompagnés d'animaux sauf lorsqu'il s'agit de malvoyants avec leur chien guide, de clients avec un chien de service ou accompagnés d'un animal familier voyageant dans un habitacle adapté,
- 4° Refuser les voyageurs désirant suivre un convoi de plusieurs véhicules ou une marche,
- 5° Se faire payer la somme inscrite au compteur ainsi que le prix d'une heure d'attente à titre d'avance lorsque le taxi est retenu mais n'est pas ou plus immédiatement occupé,
- 6° Se faire payer une avance correspondant au prix de la course au tarif kilométrique lorsque la destination de la course qui lui est communiquée se trouve à plus de cent kilomètres du point de départ,
- 7° Ne pas attendre les voyageurs s'il se trouve dans une voie où le stationnement est impossible et réclamer alors le règlement immédiat de la course.

TITRE V – STATIONNEMENT DANS LES COURS DE GARE

Article 19 . - La desserte des cours de gare par les taxis est réservée aux taxis bénéficiant d'une autorisation de stationnement délivrée par le maire de la commune où est implantée la gare.

Article 20 . - Les taxis des communes extérieures à celles où sont implantées les gares sont autorisés à y stationner uniquement dans deux cas :

- 1° Sur réservation préalable dont les conducteurs doivent apporter la preuve en cas de contrôle,
2° Si la commune de rattachement fait partie d'un service intercommunal de taxi couvrant la zone considérée.

TITRE VI – MESURES DISCIPLINAIRES

Article 21 . - Procédure disciplinaire.

Conformément à l'article L.3124-1 du Code des transports, toute autorisation de stationnement peut être retirée ou suspendue par le maire pour sa délivrance après avis de la commission des taxis réunie en formation disciplinaire, lorsque l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue, ou en cas de violation grave ou répétée par son titulaire des termes de l'autorisation ou de la réglementation applicable à la profession.

Article 22 . - Section disciplinaire de la CLT3P.

La section disciplinaire de la CLT3P siégera à la préfecture, autant de fois que de besoin, en vue d'examiner les infractions aux règlements concernant l'exercice de la profession de conducteurs et d'exploitants qui lui sont soumis.

Trois sections spécialisées en matière disciplinaire sont appelées à se réunir pour respectivement les taxis, les voitures de transport avec chauffeur et les véhicules motorisés à deux ou trois roues.

En matière disciplinaire, seuls siègent, à parts égales, les membres du collège de l'État et les membres du collège de la profession concernée.

Si un membre de cette section spécialisée est personnellement intéressé à l'affaire, il lui appartiendra de le préciser et de ne pas prendre part aux délibérations.

La section disciplinaire donnera son avis sur les sanctions qu'il y a lieu de prendre et qui pourront consister en avertissement, blâme, retrait temporaire ou définitif de l'autorisation municipale.

Le procès-verbal de la séance disciplinaire sera transmis au maire, à qui il appartient de prendre la décision.

Dans le cas d'une sanction portant sur la carte professionnelle du conducteur de taxi, il appartiendra au préfet, en sa qualité d'autorité compétente, de donner suite ou non à la sanction proposée par la commission disciplinaire.

Les sanctions ne seront prononcées qu'après audition de l'intéressé assisté d'un conseil s'il le juge utile.

Toutefois la commission fonctionnera valablement même si l'intéressé ne répond pas à la convocation de l'administration ou ne se fait pas représenter.

Article 23 . - Les sanctions pourront consister en un avertissement, un blâme, un retrait temporaire ou définitif de l'autorisation de stationnement ou de la carte professionnelle.

La section disciplinaire proposera des sanctions en fonction des groupes d'infractions répertoriés selon l'annexe du présent arrêté.

Les infractions non répertoriées dans la grille de sanction de la section disciplinaire pourront faire l'objet d'un vote sur la base d'un choix de sanctions proposées par le président de la commission.

En cas d'abrogation de l'autorisation de stationnement, l'autorité préfectorale procédera au retrait de la carte professionnelle.

Article 24 . - L'arrêté préfectoral n° 2021-BMMT-PEAR-10 du 08 juin 2021 réglementant la circulation et l'exploitation des taxis en Seine-et-Marne est abrogé.

Article 25 . - Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,


Pierre ORY

ANNEXE

Échelle de sanctions

Groupe de sanction niveau 1 : avertissement

- 1° Tenue vestimentaire incorrecte
- 2° Défaut de déclaration de changement de domicile
- 3° Attitude incorrecte à l'égard d'un client

- Sanction initiale : avertissement
- 1ère récidive pour une infraction de groupe 1 : 5 jours de retrait
- 2ème récidive pour une infraction de groupe 1 : 10 jours de retrait
- 3ème récidive pour une infraction de groupe 1 : 15 jours de retrait

Groupe de sanction niveau 2 : de 5 à 15 jours de retrait

- 1° Défaut de déclaration de changement de véhicule
- 2° Défaut de justification de l'assurance professionnelle et autres documents obligatoires lors d'un contrôle
- 3° Défaut d'affichette sur les prix
- 4° Refus de présenter les documents obligatoires à l'exercice de l'activité taxi
- 5° Refus de répondre à une convocation de l'administration
- 6° Non respect d'une sanction du groupe 1

- Sanction initiale : de 5 à 15 jours de retrait avec sursis
- 1ère récidive pour une infraction de groupe 2 : mise en œuvre ferme de la sanction prononcée au titre du sursis
- 2ème récidive pour une infraction de groupe 2 : 1 mois ferme de retrait
- 3ème récidive pour une infraction de groupe 2 : 2 mois ferme de retrait

Groupe de sanction niveau 3 : non respect du client – de 15 à 30 jours de retrait

- 1° Attitude incorrecte à l'égard d'un agent dans l'exercice de ses fonctions
- 2° Itinéraire normal non respecté après plainte du voyageur (allongement)
- 3° Non conduite à terme du client
- 4° Refus de prendre en clientèle une personne handicapée, une personne mal-voyante accompagnée ou non de son chien guide, une personne accompagnée de son chien de service ou d'un animal familial voyageant dans un habitacle adapté
- 5° Présence d'étrangers sur le siège avant :
 - sauf accord du client
 - sauf entrant dans le métier pour conseil et dûment déclaré au service
- 6° Non respect d'une sanction du groupe 2

- Sanction initiale : de 15 à 30 jours de retrait avec sursis
- 1ère récidive pour une infraction de groupe 3 : mise en œuvre ferme de la sanction prononcée au titre du sursis
- 2ème récidive pour une infraction de groupe 3 : 2 mois ferme de retrait
- 3ème récidive pour une infraction de groupe 3 : 3 mois ferme de retrait

Groupe de sanction niveau 4 : non respect des règles de stationnement – 1 à 2 mois de retrait

- 1° Absence de la mention de la commune de rattachement sur les supports de communication
- 2° Circulation au libre, taximètre allumé au vert en dehors de sa commune de rattachement
- 3° Désordres à la station (comportement)
- 4° Non respect d'une sanction du groupe 3

- Sanction initiale : 1 mois de retrait avec sursis
- 1ère récidive pour une infraction de groupe 4 : mise en œuvre ferme de la sanction prononcée au titre du sursis
- 2ème récidive pour une infraction de groupe 4 : 3 mois ferme de retrait
- 3ème récidive pour une infraction de groupe 4 : 4 mois ferme de retrait

Groupe de sanction niveau 5 : 1 à 2 mois de retrait

- 1° Absence d'imprimante
- 2° Refus de remettre au client une facture
- 3° Imposer un forfait sans utilisation du compteur
- 4° Utilisation d'un tarif autre que celui applicable (ex : D au lieu de B, autre tarif que celui appliqué en Seine-et-Marne)
- 5° Non respect d'une sanction du groupe 4

- Sanction initiale : 1 à 2 mois de retrait ferme
- 1ère récidive pour une infraction de groupe 5 : 3 mois ferme de retrait
- 2ème récidive pour une infraction de groupe 5 : 4 mois ferme de retrait
- 3ème récidive pour une infraction de groupe 5 : 5 mois ferme de retrait

Groupe de sanction niveau 6 : 2 à 4 mois de retrait

- 1° Compteur caché ou situé dans la boîte à gants
- 2° Compteur ou lumineux truqués
- 3° Surfacturation, somme marquée au compteur avant la prise en charge du voyageur
- 4° Absence de signes distinctifs réglementaires (équipements) ou absence de contrôle du véhicule et du taximètre
- 5° Défaut d'affichage de la carte professionnelle, de la vignette d'assurance, de l'autocollant d'identification de la commune de rattachement avec numéro d'autorisation pour le véhicule principal ainsi que pour le véhicule de remplacement
- 6° Non respect d'une sanction du groupe 5

- Sanction initiale : 2 à 4 mois de retrait ferme
- 1ère récidive pour une infraction de groupe 6 : 5 mois ferme de retrait
- 2ème récidive pour une infraction de groupe 6 : 6 mois ferme de retrait
- 3ème récidive pour une infraction de groupe 6 : 7 mois ferme de retrait

Groupe de sanction niveau 7 : 6 à 12 mois de retrait

- 1° Coups et violences à voyageurs ou autre personnes (taxi, VTC...), après enquête
- 2° Prêt ou cession irrégulière d'autorisation de stationnement
- 3° Ivresse ou état anormal sous l'influence de produits illicites

4° Faux et usage de faux dans une écriture publique ou authentique

5° Non respect d'une sanction du groupe 6

- Sanction initiale : 6 à 12 mois de retrait ferme
- 1ère récidive pour une infraction de groupe 7 : 12 mois ferme de retrait
- 2ème récidive pour une infraction de groupe 7 : abrogation

Toute infraction non répertoriée dans la présente liste pourra faire l'objet d'un vote sur la base d'un choix de sanctions proposé par le président de la commission disciplinaire.

Pour toutes les sanctions émises avec sursis, le délai accordé sera d'un an à compter de la notification de l'arrêté de sanction.

Le choix de la sanction, au sein de l'échelle de sanction prévue pour chaque groupe est fonction de l'historique du dossier du contrevenant (ancienneté dans la profession, nombre d'infractions connues, observations fournies lors de la commission) et de la gravité du manquement.

En cas de cumul d'infractions, les sanctions se cumulent dans la limite de 12 mois maximum.